

La naissance d'une élite : le groupe parlementaire socialiste à l'épreuve de la transition démocratique en Espagne (1977-1982)

Matthieu Trouvé

▶ **To cite this version:**

Matthieu Trouvé. La naissance d'une élite : le groupe parlementaire socialiste à l'épreuve de la transition démocratique en Espagne (1977-1982). Cahiers de la Méditerranée, 2018, Les parlementaires méditerranéens. France, Espagne, Italie, XIXe-XXe siècles Approche comparée : les terres méditerranéennes en perspective Parlementaires espagnols, 96, pp.123-135. 10.4000/cdlm.10690 . halshs-02349192

HAL Id: halshs-02349192
https://shs.hal.science/halshs-02349192

Submitted on 19 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers de la Méditerranée

96 | 2018
Les parlementaires méditerranéens. France, Espagne, Italie, XIXe-XXe siècles

La naissance d'une élite : le groupe parlementaire socialiste à l'épreuve de la transition démocratique en Espagne (1977-1982)

Matthieu Trouvé

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cdlm/10690
DOI : 10.4000/cdlm.10690
ISSN : 1773-0201

Éditeur
Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2018
Pagination : 123-135
ISSN : 0395-9317

Référence électronique
Matthieu Trouvé, « La naissance d'une élite : le groupe parlementaire socialiste à l'épreuve de la transition démocratique en Espagne (1977-1982) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/cdlm/10690 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cdlm.10690

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

La naissance d'une élite : le groupe parlementaire socialiste à l'épreuve de la transition démocratique en Espagne (1977-1982)

Matthieu Trouvé

1 À l'occasion de la commémoration du 25e anniversaire de la transition démocratique espagnole, l'ancien président du gouvernement Felipe Gonzalez affirmait : « on a beaucoup écrit sur la transition espagnole, mais on n'en a pas vraiment fait l'histoire »[1]. Le constat est sensiblement le même dix-huit ans plus tard. Les livres sur la mémoire de la transition se multiplient à l'occasion des anniversaires et ils sont surtout le fait de témoins ou acteurs. Les années 1975-1982[2] ainsi racontées décrivent une transition consensuelle sans révolution, violence ou forte opposition politique. L'Espagne serait sortie du franquisme sans heurts, grâce aux élites politiques et le peuple aurait validé cette transformation politique dans une écrasante majorité. L'Espagne offre ainsi un « modèle » de transition pacifique, à l'inverse du Portugal ou de la Grèce, puis, plus tard, de l'URSS ou de la Roumanie, un modèle qui a pu inspirer les pays d'Amérique latine. Ce n'est que maintenant que le mythe de la transition pacifique tend à être remis en cause par les politologues et les historiens qui ont, cependant, du mal à accéder aux sources primaires d'une histoire récente ou immédiate, reposant jusque-là surtout sur les témoignages, souvenirs et images d'archives.

2 Si la politique du consensus a certes été un élément structurant de la vie politique et parlementaire espagnole pendant les années de la transition, donnant à l'Espagne l'image d'un pays en plein changement et d'une nation unie après des années de conflits, on ne doit pas oublier pour autant que cette Espagne post-franquiste est traversée par une série d'actes de violence[3], par de fortes oppositions politiques et sociales et par l'activisme des forces régionalistes centrifuges qui remettent en cause la construction nationale. Le consensus politique réalisé autour du processus de transition, consistant à démocratiser le régime et instaurer une monarchie

parlementaire, ne doit pas occulter une culture du conflit – ou du *pronunciamiento* [4] – qui n'a pas disparu après la mort de Franco.

3 Cette réflexion mérite d'être approfondie dans le cadre d'une étude sur l'attitude des élites parlementaires, plus précisément sur le rôle joué par le principal groupe d'opposition aux Cortès – le PSOE –, parti qui lutte contre la dictature depuis 1939 et réclame à la mort de Franco le retour de la République. Mais le démantèlement du franquisme est politique et il est le fait des élites franquistes. La transition menée entre 1975 et 1977 l'a été sans l'accord ni la participation du PSOE. Celui-ci, légalisé seulement fin 1976, participe aux élections générales de juin 1977. À partir de cette date et jusqu'en 1982, il devient la deuxième formation politique en Espagne. Dans ces conditions, comment la gauche socialiste espagnole va-t-elle s'adapter aux nouvelles conditions du jeu politique ? Comment se constituent, ou se reconstituent, les élites politiques socialistes au sein du Parlement espagnol sous la conduite du nouveau leader du PSOE, Felipe González ? Quel portrait de groupe peut-on faire de ces nouveaux parlementaires socialistes ? Quelle a été leur attitude face à une transition qu'ils ont voulue mais qu'ils n'ont pas pilotée ?

4 Au-delà de la simple étude prosopographique, on peut aussi s'interroger sur la place des élites parlementaires socialistes dans la conquête du pouvoir par Felipe Gonzalez. Tout au long des années 1977-1982, la gauche socialiste espagnole est dans une position ambiguë, prise entre deux logiques : d'un côté soutenir la politique du consensus – ce qu'elle fera en réalité jusqu'en 1979 – et contribuer à la transformation de la vie politique et sociale espagnole ; d'un autre, développer un discours d'opposition et d'affrontement au pouvoir centriste en place et proposer une alternance politique. Par ailleurs, une hypothèse de travail mérite d'être prise en considération : le groupe parlementaire socialiste a constitué une assise politique forte dans la stratégie de conquête du pouvoir par Felipe Gonzalez. Il convient, cependant, de rester prudent. D'abord parce qu'une telle étude mérite d'être poursuivie et approfondie d'un point de vue heuristique, ensuite parce qu'il est difficile d'identifier et de distinguer ce qui relève du rôle des parlementaires socialistes à proprement parler et ce qui relève du parti de manière plus large. De ce point de vue, l'analyse des élites parlementaires socialistes et celle du parti ne peuvent être totalement dissociées.

De la clandestinité aux élections de juin 1977 : la difficile renaissance d'une élite politique

5 La transition démocratique débute véritablement avec le vote de la loi pour la Réforme politique de juillet 1976, grâce à laquelle le gouvernement d'Adolfo Suárez se dote d'un instrument légal pour amorcer la constitutionnalisation de la démocratie. Désormais les Cortès seront élues au suffrage universel direct et elles seront constituantes. Comme l'explique le tout nouveau quotidien *El País* qui parle d'« une victoire de la démocratie », en l'espace d'un an, le régime franquiste est presque totalement démantelé, tandis que *Diario 16* affirme que c'est le pays tout entier qui y a gagné [5]. Un référendum est organisé le 15 décembre, dont les résultats sont sans ambiguïté : le taux de participation électorale est de 77,72 % et 94,45 % des votants ratifient la loi de réforme politique. Il faut encore attendre un an pour que des élections générales aient lieu. On peut donc dater de juin 1977 les véritables débuts du parlementarisme espagnol avec l'élection d'une assemblée, qui n'est pas officiellement constituante mais

dont on sait que la tâche principale sera de rédiger une nouvelle constitution. La transition, œuvre jusque-là quasi exclusive du roi Juan Carlos, du gouvernement d'Adolfo Suarez et des élites franquistes, devient l'œuvre du Parlement espagnol tout entier et des partis. L'offre politique, après une certaine instabilité et confusion, va peu à peu se clarifier en se limitant à quatre principales formations : à droite, l'Union de centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suárez et l'*Alianza popular* (AP) regroupant d'anciens franquistes autour de Manuel Fraga, à gauche, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe González et le Parti communiste espagnol (PCE) de Santiago Carrillo, auxquels on peut ajouter des partis régionalistes comme le Parti nationaliste basque (PNV).

6 Mais le PSOE a dû conquérir un espace politique au centre-gauche et les difficultés, tant idéologiques, politiques que tactiques, ont caractérisé la période de renaissance du socialisme en Espagne. Les élites socialistes apparaissent, en effet, profondément divisées entre 1975 et 1977. On peut même parler d'un véritable émiettement du socialisme espagnol face à la multiplicité des formations qui se réclament de la gauche socialiste. Contrairement à ses rivaux de l'UCD et de l'AP, créés *ex nihilo* lors de la transition, le PSOE peut tout de même se vanter – comme le PCE – d'être un grand parti structuré, doté d'une histoire et d'une longue tradition de lutte et de combats politiques. Parti centenaire, fondé par Pablo Iglesias, acteur politique de la II^{e} République et de l'opposition au franquisme, mais qui a su renouveler ses cadres et dirigeants politiques, le PSOE a traversé la totalité de l'après seconde guerre mondiale dans la clandestinité et l'exil. Mais de fortes divisions sont nées en son sein entre les « exilés » et les clandestins de l'« intérieur ».

7 Au congrès du PSOE d'octobre 1974, le fameux congrès de Suresnes[6], le jeune avocat sévillan Felipe Gonzalez est élu secrétaire général. Sous son impulsion, le parti est réorganisé et des efforts d'unité sont entrepris, ce qui n'empêche pas la défection de plusieurs socialistes qui préfèrent rejoindre le Parti socialiste populaire (PSP) d'Enrique Tierno Galván, ainsi que d'une minorité fidèle au « PSOE (secteur historique) » ou « PSOE(h) » issue d'une scission remontant au congrès de Toulouse de 1972. Une minorité d'exilés, en effet, refusant d'accepter la discipline du parti et l'arrivée au sein de la direction des rénovateurs de l'« intérieur », s'était regroupée autour de Rodolfo Llopis, tout en revendiquant l'héritage de Pablo Igelsias. Une bataille s'engage d'ailleurs entre les deux formations pour faire reconnaître leur légitimité par l'Internationale socialiste, tandis que, sur un plan juridique, un différend éclate au sujet de l'utilisation du sigle « PSOE ». Les tribunaux espagnols donnent finalement raison aux dirigeants du PSOE, et le PSOE(h) devient *Partido Socialista* (PS). Le vétéran Llopis, qui s'est peu à peu retiré de la direction du PSOE(h) à partir de 1974, n'a pas anticipé ni accepté l'arrivée de la génération des socialistes de l'intérieur, parmi lesquels Nicolás Redondo, Felipe González, Alfonso Guerra ou encore Pablo Castellano, et il s'est coupé de la base du parti. Il n'a pas réussi à entraîner avec lui de nombreux militants et le « PSOE (secteur historique) » est resté marginalisé. Malgré une rencontre entre Felipe Gonzalez et les nouveaux dirigeants du PSOE(h) en juillet 1976, les deux formations demeurent séparées. Le PS se présente aux élections de 1977 aux côtés d'autres petites structures partisanes de centre-gauche, comme le *Partido Socialista Democrático Español* (PSDE) d' Antonio García López, au sein d'une coalition électorale nommée *Alianza Socialista Democrátic*a (ASDCI). Après l'échec cuisant de l'ASDI aux élections de 1977, une grande partie du PS finit par rejoindre le PSOE.

8 Plus inquiétante pour González est la concurrence du PSP d'Enrique Tierno Galván. Ancien professeur de droit, opposant au régime franquiste contre lequel il a milité aux côtés des socialistes au début des années 1960, Tierno Galván a connu l'exil aux États-Unis avant de revenir en Espagne en 1968 et de fonder d'abord le *Partido Socialista del Interior* (PSI) devenu par la suite PSP. Il bénéficie alors d'un prestige politique et intellectuel considérable[7] et son parti concurrence le PSOE. Comme l'affirme son président et fondateur, le PSP est une formation qui doit son succès avant tout à ses idées et qui repose sur une poignée de fortes personnalités et d'intellectuels, contrairement au PSOE qui apparaît beaucoup plus comme un parti de cadres et de militants plus structuré et organisé[8]. Un des points de divergence majeurs entre le PSOE et le PSP concerne la stratégie d'alliance avec le PCE. Si les deux principales formations de la gauche non communiste sont favorables à la rupture démocratique, seul le PSP se montre favorable à une alliance avec les communistes[9]. En juillet 1974, le PSP d'Enrique Tierno Galván a même participé à la fondation d'une *Junta Democrática española* en compagnie du PCE de Santiago Carrillo, du *Partido del Trabajo de España* d'inspiration maoïste (anciennement PSUC), des monarchistes libéraux et de personnalités indépendantes comme Rafael Calvo Serer, ancien directeur du journal *Madrid* et par ailleurs membre de l'Opus Dei[10]. Cette *Junta* se veut une alternative au pouvoir et prépare la transition démocratique.

9 De son côté, à la tête du PSOE, Felipe González opère progressivement un *aggiornamento* du parti qui s'engage sur la voie de la social-démocratie à l'allemande et effectue son « Bad-Godesberg », tout en se démarquant des communistes. La tactique du PSOE est d'adopter le langage de la « rupture démocratique ». Acteur « *extra muros* » de la transition, le PSOE est alors clairement anti-monarchique ; depuis le congrès de Suresnes, il propose la désagrégation interne du régime, considère que la seule solution pour l'Espagne est le rétablissement définitif d'un système de libertés et la construction d'un système de gouvernement qui émane de la souveraineté du peuple. Dès 1975, le PSOE a regroupé autour de lui plusieurs formations politiques et créé en juin la *Plataforma de Convergencia Democrática*, à laquelle se joignent *Izquierda Unida* de Joaquín Ruiz-Giménez, l'*Unión Social Demócrata* de Dionisio Ridruejo, plusieurs formations politiques basques dont le PNV, ainsi que divers mouvements communistes dissidents et plus radicaux comme l'*Organización Revolucionaria de Trabajadores* (ORT) ou le *Movimiento Comunista de España* (MC). Le PSOE souhaite faire de cette *Plataforma* un terrain de rencontre pour l'opposition à Franco, et propose la « conquête de parcelles de libertés »[11], par opposition au PSP et aux communistes qui insistent sur une tactique de grève générale. Finalement, en mars 1976, la *Junta Democrática* et la *Plataforma de Convergencia Democrática* décident d'unir leurs efforts et de former la *Coordinación Democrática* ou *Platajunta*, qui s'accorde sur la nécessité d'une « rupture démocratique ». Alors que les partis politiques sont encore interdits, Felipe González tient un premier meeting en Espagne le 7 février 1976, lors duquel il déclare que la tâche de la gauche est de démonter le pouvoir de la droite franquiste, tandis que le leader communiste Santiago Carrillo déclare en avril que le pays a besoin d'une république démocratique et qu'il n'y a aucun espoir que le roi puisse ouvrir le chemin de la démocratie[12]. Mais le PSOE se garde bien, au contraire de son homologue français, de rédiger un quelconque programme commun de gouvernement avec les communistes.

10 Le 28 novembre 1976, le gouvernement Suárez autorise à titre exceptionnel la tenue d'un congrès du PSOE, son premier en Espagne depuis la mort de Franco, alors que le

parti est toujours officiellement interdit. Le 27e congrès du PSOE se tient les 5-8 décembre sous la présidence de Felipe González, avec la participation de plusieurs leaders socialistes européens dont Willy Brandt, François Mitterrand, Olof Palme, ou encore Pietro Nenni. Le parti réaffirme sa vocation républicaine, la nécessité de mener une rupture démocratique afin de réaliser une « transition d'un État fasciste vers un État de libertés publiques »[13].

11 Mais les dirigeants du PSOE ont su s'adapter au cadre social et politique de l'Espagne des années 1970-1980 et modérer leur discours avec opportunisme. Les nouvelles élites socialistes espagnoles s'inscrivent dans la double logique électorale et parlementaire ; elles vont accepter implicitement les règles du jeu politique et parlementaire dictées par Adolfo Suárez, jouer un rôle dans la transition démocratique négociée – dont elles n'ont pas voulu à l'origine – et dans l'élaboration de la nouvelle Constitution ; c'est ce qui explique en partie les raisons de leur succès électoral.

12 Si les élites socialistes espagnoles apparaissent divisées dans la perspective des élections de juin 1977, les résultats vont entraîner une nette clarification politique et donner nettement l'avantage au PSOE. Le parti de Felipe González possède une image dynamique et moderne, et bénéficie du soutien de plusieurs partis socialistes européens, à commencer par le SPD allemand, qui l'aide matériellement et financièrement à travers la Fondation Ebert[14]. Le programme politique du PSOE est largement inspiré du modèle social-démocrate allemand et l'influence de Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste, sur le « jeune » Felipe González est réelle. Brandt s'est assuré que le PSOE soit le seul représentant de l'Internationale socialiste en Espagne[15], et il va jusqu'à écrire qu'il est « fier d'avoir aidé la démocratie espagnole autrement que par de belles paroles »[16].

13 La campagne menée par le PSOE pour les législatives de 1977 répond à un triple objectif : assumer le passé, négocier le présent et ne pas compromettre l'avenir. Cette synthèse est une clef du succès socialiste : tout en insistant sur la mémoire du socialisme et en se posant dans la continuité de la République, le PSOE s'affiche dans le même temps comme un parti neuf, désireux de rassembler et prêt à assumer à l'avenir des responsabilités dans la nouvelle Espagne de Juan Carlos. La propagande électorale reflète ce choix. Les affiches, œuvres notamment de José Ramón Sánchez, montrent un dessin représentant au centre Felipe González donnant l'accolade à un ouvrier métallo, un agriculteur identifiable avec son béret, un fonctionnaire en cravate et une paysanne. D'autres affiches insistent sur le style d'un Felipe Gonzalez décontracté, moderne, sans cravate, avec des slogans mettant l'accent sur le thème des libertés. L'Espagne vue par le PSOE en 1977 rappelle celle des années 1950 ; le symbole du poing et de la rose se veut assez discret, certaines affiches des socialistes catalans choisissent même de l'ignorer. Les résultats de la campagne sont un succès pour le PSOE : les socialistes obtiennent 118 sièges de députés et 35 sièges de sénateurs ; ils constituent le deuxième groupe parlementaire du pays derrière le groupe de l'UCD.

14 Quel est le profil de ces 118 élus ? L'étude de la géographie électorale nous apprend, tout d'abord, que les députés socialistes élus en 1977 sont plutôt originaires des périphéries espagnoles, avec quelques grandes régions qui vont constituer des bastions électoraux : l'Andalousie (Séville, Cadix, Cordoue, Jaén), la Catalogne (Barcelone), les Asturies (Oviedo), le Levante (Valence, Alicante), Zamora. Mais on observe aussi la présence de quelques élus madrilènes. D'un point de vue politique, on constate que ces parlementaires sont des socialistes de l'« intérieur » partageant les mêmes sensibilités ;

très peu sont issus de l'exil. Beaucoup sont liés à l'UGT, le syndicat proche du PSOE, à l'image de Nicolás Redondo. Plusieurs d'entre eux sont également représentatifs des réseaux sévillans ou andalous de Felipe González.

15 Dans une perspective plus sociologique, ils sont représentatifs des classes moyennes, de la petite et moyenne bourgeoisie espagnole. Nombreux sont les fonctionnaires, notamment enseignants « barbus », plutôt à l'université (droit, philosophie, économie et, dans une moindre mesure, lettres). Les avocats sont bien représentés à l'instar de Felipe González, Pablo Castellano, ou encore Enrique Mugica. On note aussi la présence de journalistes comme Carlos Zayas, d'économistes, d'employés de banque ou des milieux financiers, quelques rares ouvriers et de plus rares médecins encore comme Luís Yáñez. Ils sont diplômés mais sans expérience politique : seule une toute petite minorité a déjà occupé des fonctions politiques et la plupart se présentent comme de simples membres du PSOE. Ces premiers parlementaires socialistes de la monarchie démocratique sont des hommes, plutôt jeunes, voire très jeunes : treize d'entre eux ont moins de 30 ans ; quarante ont moins de 40 ans ; on ne compte que vingt « quadras » et seulement huit femmes. C'est donc un tout nouveau personnel politique, relativement inexpérimenté, qui investit les bancs de la gauche aux Cortès[17].

Les élites parlementaires socialistes, entre compromis institutionnel et culture du conflit

16 Quel est le positionnement de ces nouveaux acteurs parlementaires ? Néophytes en politique, ils portent le projet du PSOE de rupture démocratique, mais dans une voie plutôt modérée. Durant toute la législature, ils effectuent leur apprentissage de la vie politique, du fonctionnement de la vie parlementaire, du travail en commission, à une époque où tout est à inventer. Présents dans quasiment toutes les commissions, dans des présidences et vice-présidences de commissions parlementaires, les députés socialistes s'en remettent à la ligne de conduite du leader du PSOE. Dans sa déclaration de politique générale en tant que président de groupe parlementaire, Felipe Gonzalez a donné le ton et indiqué le programme à suivre pour ces néo-parlementaires : lutte pour le rétablissement de toutes les libertés, changement nécessaire par la rupture démocratique[18]. Les socialistes veulent une rupture sans violence, la suppression des institutions autoritaires qui empêchent l'exercice des libertés. Le PSOE se définit comme « non monarchique », partisan de la forme républicaine du pouvoir : il souhaite représenter la classe des travailleurs et les secteurs populaires dans la continuité de la politique menée depuis Pablo Iglesias. La priorité pour le PSOE n'est cependant pas la monarchie ou la république – Felipe González se dit prêt à accepter l'institution monarchique si celle-ci est approuvée par référendum –, mais l'élaboration d'une constitution démocratique établissant la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. La ligne suivie par le secrétaire général du PSOE est donc celle du « compromis institutionnel ».

17 De manière générale, durant la législature constituante (1977-1979), les parlementaires socialistes ne font que suivre les grands choix des leaders politiques et l'essentiel des mesures assurant la transition démocratique est décidé en amont du cadre parlementaire, par le biais de « pactes » entre les représentants des formations politiques. D'où la notion de « *ruptura pactada* » qui émerge peu à peu[19]. Deux exemples notables en attestent. Le premier est celui du « pacte de la Moncloa », accord signé le 25

octobre 1977 au palais de la Moncloa entre le gouvernement et les principaux partis politiques ayant une représentation parlementaire, ainsi que les associations professionnelles, les syndicats UGT et les *Comisiones Obreras*, ayant pour objectif d'assurer une transition vers un système démocratique et adopter une politique économique de lutte contre l'inflation élevée. La seconde illustration est fournie par l'élaboration de la Constitution. Un comité restreint de sept élus, représentant toutes les tendances parlementaires, est chargé de ce travail. Il comprend trois membres de l'UCD (Miguel Herrero de Miñón, José Pedro Pérez-Llorca, Gabriel Cisneros), un socialiste (Gregorio Peces-Barba), un communiste (Jordi Solé Tura), un membre d' *Alianza Popular* (Manuel Fraga), et un membre de la minorité catalane (Miguel Roca Junyent). Ce comité ou *ponencia* élabore un texte de façon consensuelle, en prenant soin de débattre de chaque article et en tentant de parvenir à chaque fois à l'unanimité. Les réunions ont lieu parfois de façon informelle ; c'est au *parador* de Gredos, près d'Ávila, que les membres de la *ponencia* finissent par s'entendre sur le texte définitif en octobre 1978. Celui-ci est soumis aux Cortès le 31 octobre et voté à la quasi-unanimité : 325 voix pour et seulement six contre et trois abstentions. Le 6 décembre, il est approuvé cette fois par référendum par 87,8 % des suffrages, avec un taux de participation de 67,1 %.

18 La modération de la ligne de conduite du PSOE conduit ainsi les socialistes à appuyer la politique du consensus menée par le gouvernement centriste. Les parlementaires socialistes en retirent aussi un bénéfice : en participant à la culture du consensus et à la transition, à la « récupération des libertés », ils s'en approprient une partie des résultats. Dans ces conditions, le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement de décisions « pactées ». Les députés socialistes approuvent en 1977 les premières grandes mesures de la transition : l'amnistie partielle, les pactes de la Moncloa déjà évoqués, et l'entrée de l'Espagne dans le Conseil de l'Europe. À cette dernière occasion, quatorze sénateurs et députés espagnols de tous bords confondus, dont Felipe Gonzalez, comparaissent dans l'enceinte du Parlement du Conseil de l'Europe le 11 octobre 1977[20]. Le 16 novembre, le Congrès des députés approuve à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement de mener à terme les démarches nécessaires afin d'adhérer au Conseil de l'Europe. Deux jours plus tard, c'est au tour du Sénat[21]. Durant la législature constituante, les élus socialistes ne pratiquent finalement pas l'obstruction parlementaire ; on n'assiste à aucune véritable passe d'armes dans l'hémicycle du Congrès des députés, à aucune joute verbale, à aucun combat parlementaire caractéristique d'une culture du conflit politique.

19 Ces élites parlementaires socialistes continuent de voter tout au long de l'année 1978 les grandes lois sociales de la transition démocratisation : approbation de la Charte sociale européenne (27 avril 1978), dépénalisation de l'adultère (26 mai 1978), dépénalisation de l'usage des moyens contraceptifs (7 octobre 1978). Dans le cadre d'un large « consensus à l'espagnole »[22], les parlementaires socialistes soutiennent également la politique étrangère du gouvernement démocrate-chrétien d'Adolfo Suárez sur la question de l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Au sein de la commission parlementaire pour les Affaires étrangères et du comité mixte Cortès générales - Parlement européen, députés et sénateurs socialistes, parmi lesquels des « poids lourds » comme Fernando Baeza, Fernando Morán ou encore Manuel Marín, œuvrent en faveur du rapprochement entre l'Espagne et les institutions européennes. Le groupe parlementaire du PSOE appuie même la candidature de l'ancien ministre de droite José María de Areilza à la présidence de l'Assemblée du Conseil de l'Europe[23].

20 Le changement survient lors de la première législature (1979-1982). La tactique de conquête de pouvoir conduit les parlementaires espagnols à partir de 1979 à suivre la stratégie de Felipe Gonzalez d'opposition plus systématique aux gouvernements de centre-droit d'Adolfo Suarez et de Leopoldo Calvo-Sotelo. Le Parlement devient une tribune électorale pour le leader du PSOE. La campagne du PSOE pour les législatives de 1979 est nettement plus dure que celle de 1977. Les affiches électorales montrent un Felipe González en cravate cette fois, le visage placé sous le signe de la maturité ; le noir et le blanc sont utilisés ; les slogans en espagnol et catalan évoquent un gouvernement socialiste « ferme » ; l'accent est mis sur la justice et la force de l'union. Il s'agit de rendre crédible l'alternance et la perspective d'un gouvernement González. La rose apparaît plus nettement à l'horizon ; l'alternance n'est plus une utopie. Le lien historique est souligné entre Pablo Iglesias et Felipe González dont la légitimité n'est *a priori* pas contestée. Le 28 avril 1978, au Palais des expositions de Madrid, le PSP de Tierno Galván a fini par rejoindre le PSOE en présence de grands témoins européens parmi lesquels François Mitterrand, Mario Soares, Bettino Craxi et Berndt Carlson.

21 Aux élections législatives du 1er mars 1979, le PSOE renforce ses positions en obtenant 29 % des voix et 121 sièges de députés, 65 sièges de sénateurs et reste la seconde force politique du pays. Dans la nouvelle assemblée, les députés socialistes sous la conduite de Felipe González adoptent une attitude beaucoup plus offensive à l'égard du gouvernement Suárez. C'est le début d'une phase d'opposition plus classique marquant la fin de la politique du consensus et la préparation de l'alternance. Au cours des années 1979-1982, on passe ainsi progressivement de la culture du consensus à la culture du conflit ou de la contestation politique et sociale[24]. Ce nouveau positionnement s'exprime notamment par une double opposition socialiste sur des grands sujets de politique économique et internationale. Le 28 mai 1980, le PSOE dépose une motion de censure contre le gouvernement Suarez qui échoue à 24 voix près (sur 350 députés, 152 votes pour, 166 contre, 21 abstentions, 11 absents). Cette motion de censure surprise se justifie aux yeux des dirigeants socialistes par la gravité de la situation économique et les carences de la politique autonomique du gouvernement de centre-droit. Au cours du débat, Alfonso Guerra déclare : « Suarez ne soutient plus la démocratie et la démocratie ne soutient pas plus longtemps Suarez », tandis que Felipe González se charge, quant à lui, de défendre un programme caractérisé par la modération et le réalisme. Suárez devient l'ennemi à abattre[25]. Au-delà de cette opposition à la politique économique et sociale du gouvernement UCD, les parlementaires socialistes rejettent farouchement la politique de sécurité extérieure et la décision du gouvernement de Calvo-Sotelo de vouloir intégrer l'OTAN[26].

22 Ces prises de position du groupe parlementaire n'empêchent pas les élus socialistes de soutenir encore quelques lois emblématiques de la transition. Ainsi, le PSOE accepte de signer la loi organique d'harmonisation du processus autonomique (LOAPA) de juillet 1982. Sur cette question régionale-nationale, la position du PSOE a évolué. Favorables au départ à un État fédéral, au nom du rejet de l'État unitaire franquiste, et à l'auto-détermination de la Catalogne et du Pays basque, les socialistes ont fini par abandonner cette idée au cours des discussions sur l'élaboration de la Constitution de 1978. Le PSOE fait le choix de l'autonomie tout en plaidant pour un État uni[27]. D'autre part, le parti continue de soutenir la politique européenne des gouvernements Suárez et Calvo-Sotelo ; il défend en outre sans réserve la nécessité pour l'Espagne d'entrer dans la CEE, sans toutefois se priver de critiquer la façon dont sont menées les négociations

d'adhésion par les responsables gouvernementaux[28]. Enfin, les socialistes condamnent aux côtés des partis de droite et de centre-droit le terrorisme de l'ETA et de l'extrême-droite et rejettent tous les phénomènes de violence politique.

23 Le parti s'est cependant mis en ordre de bataille pour la conquête du pouvoir et le groupe parlementaire socialiste devient une solide assise politique pour Felipe González. Les très bons résultats obtenus par le PSOE qui en ont fait le deuxième parti d'Espagne aux élections de 1977 et de 1979 en font aussi le seul véritable concurrent à l'UCD dans la perspective d'une future alternance. Mais cette mise en marche du parti n'a pas été sans ambiguïtés ou ruptures et s'est effectuée dans le cadre d'un débat idéologique et politique auquel les parlementaires socialistes ont pris une part active.

24 Si le PSOE a accepté le « compromis institutionnel » proposé par le gouvernement Suarez, de fortes contradictions internes persistent encore en son sein à la fin des années 1970. Le parti se définit encore comme une formation marxiste, partisane d'une transition vers le socialisme devant aboutir à une société sans classes, mais dans le même temps, Felipe González se garde bien de toute opposition radicale au processus de transition démocratique et, dans une approche pragmatique, reste très mesuré dans ses propos, refusant toute référence révolutionnaire. Les contrastes entre un discours modéré et une idéologie officielle radicale, entre la génération emmenée par le secrétaire général et plusieurs militants traditionnels, ont entraîné des oppositions internes. Une clarification idéologique apparaît de plus en plus nécessaire à mesure que le PSOE progresse et devient une alternative crédible à l'UCD. Des querelles entre « officialistes » et « critiques » au sein du parti et pour des investitures locales ont occasionné également des ruptures. Des militants qui se considèrent sociaux-démocrates comme Miguel Boyer ont quitté le parti au lendemain du 27e congrès.

25 La fronde la plus sérieuse surgit au lendemain des élections générales de mars 1979 et des municipales d'avril 1979 qui sont encore une victoire pour les socialistes, lesquels font la conquête de quasiment toutes les grandes capitales régionales : outre la mairie de Madrid remportée par l'ancien rival du PSOE au sein de la gauche non communiste, Enrique Tierno Galván, les villes de Saragosse, Barcelone, Valence, Séville, Gijón, Alicante, Murcie, Valladolid, Málaga, Jaén, Grenade et Salamanque tombent entre les mains des socialistes grâce en partie à des alliances locales avec le PCE. Lors du 28e congrès du PSOE de mai 1979, la vieille garde socialiste opposée au « compromis institutionnel » et à la social-démocratisation du parti espère obtenir sa revanche sur Felipe González et reprendre le parti en main ; on chante l'Internationale, on lève le poing, on hisse le drapeau républicain, on refuse le capitalisme, on dénonce le culte de la personnalité exercé par Felipe González à la tête du parti. Il s'agit d'une poignée de parlementaires parmi lesquels Francisco Bustelo, Manuel Turrión, Pablo Castelleno (députés de Madrid), Luis Gomez Llorente (député d'Oviedo), ou Justo Alonso de la Cueva. Ce conflit entre frondeurs et modérés a toutes les allures d'une querelle générationnelle.

26 Felipe González propose d'abandonner la référence au marxisme, considérant qu'elle ne convient plus au parti, ce qui a pour effet de provoquer un tollé dans les rangs de la vieille garde socialiste et de certains militants. À la surprise générale, le leader du PSOE présente sa démission. Des militants quittent le parti ou en sont exclus comme les élus d'Estrémadure Rodrigo Alba et Francisco Gonzalez Bermejo, le député Andrés Fernández, le Navarrais Rafael Zarraguino, le militant syndicaliste Luis Alonso Novo, le sculpteur canarien Felo Monzón, les Andalous Nadal, Esparza, Espejo, ou encore le

Cordouan Fernández, fils d'Alfonso Fernández, vieux militant socialiste historique. Le député d'Alicante Antonio Torres, plus jeune élu du Congrès des députés à 24 ans en 1979, est expulsé du PSOE et rejoint le groupe mixte, avant de réintégrer le parti plus tard. *Diario 16* résume ainsi la situation du PSOE : « un conflit à chaque coin de rue »[29].

27 Pour résoudre ces querelles, un congrès extraordinaire du PSOE a lieu les 28-29 septembre 1979 en présence de 421 délégués. Trois courants s'affrontent : la ligne modérée de Felipe González, les « critiques » ou « frondeurs », et une troisième voie, plus marginale, emmenée par l'ancien secrétaire général de la fédération socialiste de Madrid, Alonso Puerta. Finalement, Felipe González l'emporte haut la main et contrôle désormais tout l'exécutif du parti. Il en profite pour réorganiser le bureau fédéral en s'appuyant sur son groupe parlementaire. Les grandes responsabilités politiques au sein du parti sont désormais détenues par des proches, tous parlementaires, à l'exception des secrétaires à l'information, à l'immigration et à la culture.

L'exécutif fédéral du PSOE en 1979 [30]

Fonction	**Nom**	**Mandat parlementaire**	**Date 1re élection**
Président	Ramón Rubial	Sénateur – Vizcaya	1977
Secrétaire général	Felipe González	Député – Séville	1977
Vice-secrétaire	Alfonso Guerra	Député – Séville	1977
Secrétaire à l'organisation	Carmen García Bloise	Députée – Madrid	1977
Secrétaire à l'administration	Emilio Alonso Sarmiento	Député – Baléares	1977
Secrétaire à la formation	José María Maravall		
Secrétaire aux études	Javier Solana	Député – Madrid	1977
Secrétaire aux secteurs	Ciriaco de Vicente	Député – Murcie	1977
Secrétaire à la presse	Guillermo Galeote	Député – San Sebastián	
Secrétaire aux municipalités	Luis Fajardo	Député – Tenerife	1977
Secrétaire aux relations politiques	Enrique Múgica	Député – Guipúzcoa	1977
Secrétaire à la jeunesse	Juan Antonio Barragán	Député – Santander	1979
Secrétaire à l'autonomie	María Izquierdo	Députée - Grenade	1977
Secrétaire aux syndicats	Joaquín Almunia	Député – Madrid	1979
Secrétaire à l'immigration	Francisco López Real		
Secrétaire à la culture	Ignacio Sotelo		

28 Le groupe parlementaire socialiste a donc joué un rôle non négligeable dans le processus de transition politique, puis d'opposition au gouvernement démocrate-chrétien et enfin dans la conquête du pouvoir par Felipe González en 1982. Il a en cela d'abord participé à une culture du consensus caractérisée par la modération des programmes et discours, un « tropisme consociatif » ou « effet d'équilibre » après des

décennies ou siècles de conflits et autres *pronunciamientos*. Députés et sénateurs socialistes espagnols acceptent la nécessité de démocratiser le régime en instaurant une monarchie parlementaire sur le modèle anglais, ce qui était loin d'être évident en 1975-1977. Dans le même temps, le PSOE est marqué par une culture du conflit qui s'exprime à la fois à l'intérieur du parti et vis-à-vis du gouvernement démocrate-chrétien. Entre consensus et conflit, réforme et rupture, modération social-démocrate et orthodoxie marxiste, le PSOE a traversé une période de doutes et de querelles qui aboutit à la victoire d'une ligne social-démocrate en 1979 et à une clarification idéologique sur le modèle allemand du SPD. Le groupe parlementaire – qui a été à la fois un groupe de « chats » fidèles à la maison et de « chiens » fidèles au maître[31] – a été une base de conquête du pouvoir pour Felipe González et le Parlement a été une importante tribune pour le leader PSOE et quelques orateurs de talent comme Alfonso Guerra ou Javier Solana.

NOTES

1. Catalogue de l'exposition « *25 años después. Memoria gráfica de la transición* », Madrid, Fundación telefónica, 2000, p. 17.

2. Nous évacuons le débat sur la périodicité de la transition en prenant comme limites chronologiques les années 1975-1982. Il y a en réalité plusieurs transitions dont les limites sont variables : une transition politique, constitutionnelle (1976-1978), une transition internationale (1975-1986), une transition socio-culturelle (« *la Movida* » : 1970-1990), une transition économique (ouverture du pays jusqu'en 1992...).

3. Sophie Baby, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012 ; Sophie Baby, Olivier Compagnon, Eduardo González Calleja (dir.), *Violencia y transiciones políticas a finales del siglo XX. Europa del Sud-América latina*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009.

4. C'est l'objet de notre étude antérieure que nous nous permettons de citer : Matthieu Trouvé, « La culture du *pronunciamiento* en Espagne », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, numéro spécial « À l'heure du coup d'État », n° 12, décembre 2009, p. 87-98.

5. *El País* des 19 et 20 novembre 1976 et *Diario 16* du 19 novembre 1976.

6. Ville dont est maire Robert Pontillon, responsable du PS français pour les affaires européennes.

7. Voir Antonio Machín Romero, *Enrique Tierno Galván : del anarquismo a la alcaldía*, Getafe, Ediciones Lobohombre, 2004.

8. Enrique Tierno Galván, *Cabos sueltos*, Barcelone, Bruguera, 1981, p. 627.

9. Maria Amalia Rubio, *Un partido en la oposición : el Partido Socialista Popular*, Grenade, Editorial Comares, 1996.

10. Voir Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo, 1939-1975*, Barcelone, Plaza y Janés, 1984, p. 457-460. Rafael Calvo Serer s'est fait connaître en France notamment à la suite de la publication d'un de ses articles dans *Le Monde*, dans lequel il dénonçait les atteintes à la liberté de la presse. Son article était intitulé : « Le gouvernement espagnol contre la liberté : j'accuse ». *Le Monde*, 11 novembre 1971.

11. Santos Juliá, *Los socialistas en la política española, 1879-1982*, Madrid, Taurus, 1997, p. 424-428.

12. Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo...*, *op. cit.*, p. 465-474.

13. Archives de la Fondation Pablo Iglesias (désormais FPI), résolutions du 27e congrès, décembre 1976.

14. Entretien de l'auteur avec Carlos Westendorp, septembre 2001. Voir aussi Julio Crespo Maclennan, *Spain and the process of european integration, 1957-1985. Political change and europeanism*, New York, Palgrave, 2000, p. 133.

15. Jonathan Story, « Redefinición de las relaciones exteriores de España : 1975-1989 », dans Richard Gillespie, Fernando Rodrigo et Jonathan Story (dir.), *Las relaciones exteriores de la España democrática*, Madrid, Alianza, 1995, p. 57.

16. Willy Brandt, *Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1990, p 285.

17. Ces analyses s'appuient sur les données issues des fiches des parlementaires socialistes au Congrès des députés élus en juin 1977, consultables sur le site internet du Congrès : http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/Congreso/GruPar?_piref73_2912060_73_1339199_1339199.next_page=/wc/composicionGrupo?idTipo=2&idGrupo=201&idLegislatura=0.

18. Voir la déclaration politique générale de Felipe González du 27 juillet 1977, dans Cortès, *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n° 5, année 1977, session du 27 juillet 1977, p. 35 *sq*.

19. Juan Linz, Alfred Stepan, « The paradigmatic case of *Reforma Pactada-Ruptura Pactada* : Spain », dans *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, south America and Post-Communist Europe*, Londres, The John Hopkins University Press, 1996, p. 87-115.

20. José Luis Messía, *Por palabra de honor : la entrada de España en el Consejo de Europa*, Madrid, Parteluz, 1995, p. 152 *sq*.

21. *Archives du Congreso de los Diputados* (désormais CD), leg. 799, exp. 1, dossier « *propuesta de aprobación de adhesión de España al estatuto del Consejo de Europa* ». Voir aussi *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, *Plenos*, n° 31, session plénière n° 15 du 16 novembre 1977, p. 1146 à 1151.

22. Nous renvoyons, bien modestement, à notre travail : Matthieu Trouvé, L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 271-312.

23. CD, leg. 113, exp. 3, compte-rendu de la réunion du Comité mixte Cortès générales - Parlement européen, 1er-3 juin 1981 ; José María de Areilza, *A lo largo del Siglo*, Barcelone, Planeta, 1992, p. 265-267.

24. Voir Alicia Fernandez Garcia et Mathieu Petithomme (dir.), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis, 2015.

25. Charles Powell, *España en democracia, 1975-2000. Las claves de la profunda transformación de España*, Madrid, Plaza y Janés, 2001, p. 282 ; Santos Juliá, *Los socialistas en la política española*, Madrid, Taurus, 1997, p. 548-554.

26. Michael P. Marks, *The formation of european policy in Post-Franco Spain. The role of ideas, interest and knowledge*, Alderhsot, Avebury, 1997.

27. Paul Kennedy, *The Spanish Socialist Party and the modernisation of Spain*, Manchester, Manchester University Press, 2013, en particulier le chapitre 6 : « The PSOE and the Question of Regional Autonomy ».

28. Voir Fondation Pablo Iglesias (désormais FPI), résolutions du 28e congrès, Madrid, 17-20 mai 1979 et résolution du Congrès des députés du 27 juin 1979, dans Cortès, *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, *Plenos*, n° 21, session du 27 juin 1979, p. 1044-1045.

29. *Diario 16*, 12 novembre 1980, consulté sur le site de la Fondation Juan March, archivo Linz de la Transición española : http://linz.march.es/documento.asp?reg=r-18385.

30. Source : document du PSOE.

31. Voir Guy Thuillier, *Les cabinets ministériels*, Paris, PUF, 1982 ; René Rémond, Aline Coutrot et Isabelle Boussard, *Quarante ans de cabinets ministériels, de Léon Blum à Georges Pompidou*, Paris, Presses de la FNSP, 1982.

RÉSUMÉS

Cet article tente de dresser le portrait des parlementaires socialistes espagnols entre 1977 et 1982. Il analyse également le rôle du groupe parlementaire socialiste dans le processus de transition politique, puis d'opposition au gouvernement démocrate-chrétien et enfin dans la conquête du pouvoir par Felipe González en 1982. Députés et sénateurs socialistes espagnols acceptent la nécessité de démocratiser le régime en instaurant une monarchie parlementaire, ce qui était loin d'être évident en 1975-1977. Dans le même temps, le PSOE est marqué par une culture du conflit qui s'exprime à la fois à l'intérieur du parti et vis-à-vis du gouvernement démocrate-chrétien. Entre consensus et conflit, entre réforme et rupture, entre modération social-démocrate et orthodoxie marxiste, le PSOE a traversé une période de doutes et de querelles qui aboutit à la victoire d'une ligne social-démocrate en 1979 et à une clarification idéologique. Le groupe parlementaire a été une base de conquête du pouvoir pour Felipe González et le Parlement a été une importante tribune pour le leader du PSOE.

This article attempts to establish a portrait of Socialist members of Parliament in Spain between 1977 and 1982. It also analyses the role of the Socialist parliamentary group in the process of political transition, in the opposition against the Christian Democratic government, and in the conquest of power by Felipe Gonzalez in 1982. Spanish Socialist members of Parliament accept the need to democratize the institutions with the adoption of a parliamentary monarchy, which was far from being the case in 1975-1977. At the same time, the PSOE is characterized by a culture of conflict inside the party and against the Christian Democratic government. Between consensus and conflict, reform and rupture, social-democrat moderation and Marxist orthodoxy, the PSOE went through a period of doubt concluded by the victory of a Social Democratic line and an ideological clarification. The Socialist parliamentary group has been a strong base for Felipe Gonzalez in his conquest of power and an important tribune for the leader of the PSOE.

INDEX

Mots-clés : socialisme, PSOE, Espagne, transition démocratique, élites politiques
Keywords : socialism, PSOE, Spain, democratic transition, political elites

AUTEUR

MATTHIEU TROUVÉ

Maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, diplômé de l'IEP de Bordeaux et agrégé d'histoire, il a publié sa thèse en 2008 sous le titre *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne* (coll. « Euroclio », Peter Lang). Ses travaux portent sur la construction européenne, l'histoire de l'Espagne et de la France depuis 1945, en particulier sur le rôle des élites politiques et diplomatiques, ainsi que sur la diplomatie française à l'égard de l'Amérique latine. Il a récemment dirigé le hors-série numéro 12 de *Parlement[s]. Revue d'histoire*, « Vie politique et parlementaire en Espagne (XIX^e^-XX^e^ siècles) » (2017).